

.ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2023- 6

.du 16 JAN. 2023

**mettant en demeure la société VTB de respecter certaines prescriptions
pour ses installations sur la commune de Longeville les Saint Avold**

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2022-A-32 du 15 décembre 2022 portant délégation de signature de M. Bruno Charlot, assurant la suppléance des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié autorisant la société valorisation et transformation du bois (VTB) à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets de bois provenant d'installations classées et de résidus urbains ;

Vu la plainte de tiers formulée à l'encontre de la société VTB, transmise par bordereau préfectoral du 18 juillet 2022 ;

Vu le rapport du 2 décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le courrier préfectoral du 14 décembre 2022 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées dans le délai imparti ;

Considérant que la société VTB est tenue de respecter les dispositions des articles 6, 7 et 8 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié relatifs aux émissions de poussières ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de l'inspection du 17 octobre 2022 que le dispositif de captation et de traitement des poussières rejetées par les installations de la société VTB ne fonctionne pas ;

Considérant que les sources d'émissions particulières ne sont pas captées et dirigées vers un dispositif de dépoussiérage et que la société VTB n'est pas en mesure de limiter les émissions particulières diffuses dans l'atmosphère ;

Considérant par conséquent, que les prescriptions concernant les émissions de poussières fixées par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que lors de l'inspection du 17 octobre 2022 la société VTB n'a pas été en mesure de fournir les résultats des campagnes semestrielles de mesures des émissions de poussières ;

Considérant par conséquent, que la prescription relative aux campagnes de mesures semestrielles des émissions de poussières effectuées par un organisme agréé selon la norme en vigueur fixée par l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé n'est pas respectée ;

Considérant que ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

.Article 1^{er} : Objet

La société VTB, implantée zone industrielle route de Faulquemont Longeville-lès-Saint-Avold (57740), est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié **dans un délai d'un mois** ;
- de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié **dans un délai de 2 mois**.

.Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société VTB et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach-Boulay-Moselle et au maire de Longeville les Saint Avold.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim



Bruno Charlot

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

